

Vengeances rwandaises

Jean Hélène

Le Monde, 7 septembre 1994, page 1,3

Exécutions sommaires, enlèvements, massacres, représailles... de nombreux témoignages incriminent les vainqueurs de la guerre civile sommaires ...

« Il y a des enlèvements chaque jour à Kigali, mais je reste ici car c'est encore plus dangereux en province ». Antoine, qui ne veut préciser ni son nom, ni même son métier « de peur d'être reconnu », est un de ces Rwandais que la fin de la guerre n'a pas soulagés. Métis hutu-tutsi, il a hérité de son père les traits physiques et l'identité hutue. Et il ne se sent pas en sécurité dans Kigali, contrôlée depuis le 4 juillet par les rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR), aujourd'hui majoritaires au sein de la nouvelle Armée patriotique rwandaise (APR). Il a trop été le témoin et a trop entendu parler des exactions commises par les vainqueurs pour ne pas craindre d'en être un jour victime. Il n'a pas trempé dans les massacres, dit-il, et c'est pourquoi il n'a pas fui quand le FPR s'est emparé de Gitarama, sa ville natale. Mais il a dû suivre le mouvement quand les maquisards ont rassemblé quelque trente mille personnes qui restaient dans cette région pour les conduire, en quatre jours de marche, à Rilima, dans le Bugesera. « Pour des raisons de sécurité, disaient-ils. C'était au moment de l'arrivée des soldats

français dans le sud-ouest, fin juin. »

« A chaque étape, poursuit-il, des Hutus disparaissaient, souvent dénoncés par les Tutsis de notre groupe qui étaient encouragés à le faire par les soldats. Des coupables, il y en avait sans doute, mais pour deux d'entre eux que je connaissais, je suis sûr qu'ils étaient innocents ; ils ont même caché des Tutsis. Mais on les a dénoncés ; un voisin jaloux ou quelqu'un qui les avait vus à la barrière, avec les interahamwe (les miliciens hutus). Mais qu'est-ce que cela prouve ? Moi aussi, on m'a forcé à aller monter la garde aux barricades ! J'y allais la nuit pour ne pas me compromettre dans des tueries. »

La tactique des soldats du FPR, « c'est de faire le vide dans chaque région qu'ils viennent de conquérir », explique Antoine. Cela leur permet d'avoir le champ libre pour se battre ils tirent sur tout ce qui bouge et de commencer aussi les épurations. Une seule dénonciation suffit à vous faire exécuter. »

S'il comprend le désir de vengeance de ces hommes, qui apprennent souvent en atteignant leur village natal que leur famille a été exterminée, Antoine condamne ces représailles aveugles qui visent tous les Hutus, innocents ou coupables. « Ces choses n'arriveraient pas si le FPR n'était pas une armée ethnique », dit-il.

Comme Antoine, un gradé hutu des ex-Forces armées rwandaises (FAR) rencontré un peu plus tard à Kigali ne s'est pas laissé « *désinformer* » par la propagande anti-tutsie des agents de l'ancien gouvernement. Mais il n'accepte de raconter son histoire qu'à condition de rester anonyme. Le 6 juillet dernier, il a signé la « *déclaration de Kigomé* », par laquelle un groupe d'officiers modérés des FAR (en majorité sudistes), emmené par le général Marcel Gatzinzi, s'est désolidarisé de « *ce gouvernement de massacreurs* ».

Sur l'insistance des nouvelles autorités (qui souhaitent intégrer dans les rangs de l'APR des éléments de l'armée défaite pour lui donner un caractère multiethnique), il rentre à Kigali à la mi-août, et apprend que 23 membres de sa famille ont été massacrés, près de Gitarama. « *Par qui d'autre que le FPR ?* », se demande-t-il. « *Je les ai laissés au village en estimant qu'ils ne risquaient rien* ». Pour lui, il ne peut s'agir que d'une vengeance « *ethnique* » : « *Mes parents avaient si peu à se reprocher qu'il ont attendu l'arrivée du FPR sans crainte.* »

Ces témoignages donnent de la crédibilité aux incessantes rumeurs d'exactions et d'enlèvements commis par l'APR qui circulent dans les milieux étrangers de Kigali et dans les camps de réfugiés rwandais du Zaïre. Il y a aussi les nouveaux mouvements de réfugiés vers le Burundi ou la Tanzanie, qui semblent indiquer que des violences ethniques ont lieu dans le sud et l'est du Rwanda. Si le flot de Hutus quittant la région de Butaré vers le Burundi à raison de 2 000 personnes par jour pendant les trois premières semaines d'août (*le Monde* du 17 août) s'est tari, on a compté 5 000 nouveaux arrivants, entre le 29 août et le 3 sep-

tembre, dans la province burundaise de Muyinga, sur la frontière tanzanienne.

Le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) fait état d'un nouvel exode de Rwandais vers la Tanzanie, au rythme de 12 000 personnes par semaine. Enfin, on signale chaque jour, flottant sur la rivière Akagera, qui marque la frontière rwando-tanzanienne, cinq à huit cadavres de personnes tuées d'une balle dans la tête ou d'un coup de machette sur la nuque. « *Des tueries organisées ont apparemment lieu dans l'est du Rwanda, mais il est impossible de dire qui en porte la responsabilité* », déclare-t-on au HCR. Toutefois, les réfugiés rwandais au Burundi accusent de manière plausible les soldats de l'APR.

« On exécute à tour de bras »

Certaines organisations humanitaires ont recueilli des témoignages sur les vengeances des vainqueurs, mais gardent le silence pour pouvoir continuer à travailler au Rwanda (ce qui suppose un minimum de coopération avec les nouvelles autorités). Elles estiment « *probable* » que les hommes du FPR ont massacré deux à trois mille réfugiés burundais (hutus) du camp de Nzangwa, dans le Bugesera, vers la mi-mai. Selon un témoin qui s'est rendu sur place, la mosquée voisine est pleine de cadavres carbonisés.

Une représentante d'une organisation non gouvernementale se dit convaincue, sur la base du récit d'un de ses employés, qu'à l'École vétérinaire de Kabutaré, près de Butaré, « *on exécute à tour de bras* ». On y a vu des camionnettes entrer, chargées de prison-

niers les bras liés dans le dos, et en ressortir vides quelques instants plus tard. « *Cet endroit est une zone militaire, dit le préfet de Kigali. Vous ne pouvez y avoir accès.* » Y découvrira-t-on un jour des fosses communes remplies par les troupes de l'APR ? Une autre déléguée d'une ONG n'a jamais protesté, sinon en privé, contre l'arrestation de trente employés rwandais, « *tous hutus* », pour motifs exclusivement ethniques. Là encore, par souci de ne pas irriter le nouveau pouvoir.

Alors qu'il en faudrait au moins 200, les Nations unies n'ont dépêché jusqu'à présent qu'une vingtaine d'enquêteurs pour relever les violations des droits de l'homme et vérifier si le retour des réfugiés du Zaïre est suffisamment garanti. Ils n'ont signalé qu'une dizaine d'exactions. « *Cela s'explique, dit un religieux rwandais. Ils sont pilotés par le FPR dans leurs recherches.* »

Quant aux responsables de la deuxième Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR II), ils se contentent des affirmations du gouvernement selon lesquelles 60 militaires soupçonnés d'exactions ont été arrêtés et deux d'entre eux exécutés. Le ministre de la défense, le général Paul Kagamé, a également appelé les soldats à ne pas se

laisser induire en erreur par de fausses dénonciations. « *Ce sont des signes positifs,* conclut le major canadien Jean-Guy Plante, porte-parole militaire de la MINUAR ; *ils montrent que les autorités sont décidées à mettre un terme à la justice expéditive.* »

A l'exception de quelques rares ministres qui reconnaissent en privé « *des actes de vengeance* », la ligne générale du gouvernement consiste à nier les exactions, pour ne parler que de « *quelques incidents imputables à des gens qui se font eux-même justice* ». Le premier ministre, M. Faustin Twagiramungu, suggère que les cadavres de l'Akagera et le récent exode vers la Tanzanie seraient le fait de miliciens de l'ancien régime qui écumant encore les collines. Quant aux déclarations du HCR sur ce sujet, il ne s'agirait que « *de rumeurs propagées par l'ex-gouvernement* ».

Ces règlements de comptes n'ont pas, bien sûr, l'ampleur des massacres organisés par les extrémistes du régime déchu. Mais peut-on continuer à les excuser, en parlant de « *vengeances inévitables après tout ce qui s'est passé* », alors que vraisemblablement des centaines, voire des milliers d'innocents en sont victimes ?